

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 90.687 du 8 novembre 2000

A.75.870/VIII-544

En cause : **TIMMERMANS** Godelieve,
ayant élu domicile chez
Me Eric MARON, avocat,
rue Capitaine Crespel 2-4
1050 Bruxelles,

contre :

l'Etat belge, représenté par
le Ministre de la Justice,
ayant élu domicile chez
Me Patrick PEETERS, avocat,
rue Bréderode 13
1000 Bruxelles.

LE CONSEIL D'ETAT, VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 septembre 1997 par Godelieve TIMMERMANS, qui demande l'annulation de l'arrêté royal du 18 juillet 1997, par lequel André DUMOULIN, directeur d'administration, est nommé par changement de grade, au grade d'inspecteur général, à partir du 1^{er} septembre 1997, publié au Moniteur belge du 7 août 1997;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. HENSENNE, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 24 mai 2000 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2000 notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 13 octobre 2000;

Entendu, en son rapport, M. GEUS, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me GOSSELIN, loco Me MARON, avocat, comparaissant pour la requérante, et Me TIMMERMANS, loco Me PEETERS, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis, M. HENSENNE, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par un arrêté royal du 23 décembre 1998, la requérante a été promue au grade de conseiller général avec effet au 1^{er} décembre 1997; que Christine LOMBART poursuit l'annulation de cet arrêté par le recours A.82.956/VIII-1311 qui est toujours pendant; qu'il s'impose de surseoir à statuer dans la présente affaire afin de pouvoir examiner l'intérêt de la requérante en fonction de l'issue du recours introduit par Christine LOMBART,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il est sursis à statuer.

Article 2.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique,
le huit novembre deux mille par :

M.	GEUS,	président de chambre,
M ^{me}	DAURMONT,	conseiller d'Etat,
M ^{me}	GEHLEN,	conseiller d'Etat,
M ^{me}	HONDERMARCQ,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

J.-Cl. GEUS.